

Lutte des classes

TRIBUNE FRANÇAISE DE WORKERS INTERNATIONAL (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE)

N° 13

1er NOVEMBRE 2013

luttendesclasses@live.fr

LUTTE DES CLASSES EN BRETAGNE

Comment construire le rapport de forces ?

Quand on fait un journal, on est toujours tributaire du manque d'espace et de temps. Pour cette raison on peut rater la conclusion nécessaire, et cela n'arrive pas qu'aux autres. Ainsi notre dernier article du Bangladesh à la Bretagne, tout en critiquant de manière générale l'électorisme de boutique et notre incapacité du Front de gauche d'ouvrir une perspective politique aux luttes ouvrières partielles, qui lui non plus n'a rien proposé. Il s'est arrêté là où la véritable réflexion politique devait commencer. Or, même la taille modeste de notre journal ne saurait justifier ce genre d'omission.

Classe ouvrière, est-elle condamnée à l'impuissance ?

L'impasse des luttes ouvrières dans l'agroalimentaire breton a très rapidement démontré l'impossibilité de piétiner sur place. La lutte syndicale consciente, cherchant l'issue légale introuvable, s'est trouvée en deux semaines débordée par l'instinct du chacun pour soi : les ouvriers de la même entreprise se battent les uns contre les autres dans deux territoires voisins ! Un observateur de gauche, aussi lucide qu'élitiste, conclut que c'en est fini avec la lutte pour le salaire et les conditions de travail, on se bat dorénavant pour les indemnités de licenciements ! Au soir du régime capitaliste le prolétariat se trouve au même point que deux siècles auparavant, à l'aube de ce même régime issu des douleurs de la grande révolution. Engels situe la naissance du socialisme utopique (Saint-Simon, Fourier, Owen) vers l'an 1800. Faute de pouvoir trouver dans la réalité la classe sociale capable de porter le projet de société socialiste, ils l'ont construit dans leur tête :

« Si donc, vers 1800, les conflits issus du nouvel ordre social n'étaient encore qu'en devenir, à plus forte raison les moyens de les résoudre. Si les masses non possédantes de Paris avaient pu, pendant l'ère de la Terreur, conquérir un moment la domination et ainsi conduire à la victoire la Révolution bourgeoise contre la bourgeoisie elle-même, elles n'avaient fait par là que démontrer combien cette domination était impossible dans les conditions d'alors. Le prolétariat, qui commençait seulement à se détacher de ces masses non possédantes comme souche d'une nouvelle classe, tout à fait incapable encore d'une action politique indépendante, se présentait comme un ordre opprimé, souffrant, qui, dans son incapacité à s'aider lui-même, pouvait tout au plus recevoir une aide de l'extérieur, d'en haut. » (1878)

Deux siècles après le développement prodigieux des forces productives - de la science, de la technique, de la richesse sociale, de la force de travail -, et un siècle de destruction massive de ces mêmes forces et richesses, - après deux siècles du développement de la théorie, de l'organisation et de la conscience de classe, le prolétariat donne l'image - espérons partielle et temporaire - de la même « incapacité à s'aider lui-même ». Pire, au lieu de devenir avant-garde et guide des petits paysans et commerçants écrasés par le capitalisme, il devient force d'appoint de leur colère, chapeauté et manipulée par le grand patronat.

Faillite du socialisme bourgeois

Le pseudo socialisme de François Hollande, n'a adopté quasiment aucune mesure en vue d'une réorganisation sociale vers la rationalité économique et la justice sociale, ils'est mis tout seul sous le feu croisé de toutes sortes de classes sociales hostiles et disparates - paysans, transporteurs, grandes surfaces, syndicats paysans de droite (FNSEA) et même le MEDEF - avec les ouvriers sollicités à l'occasion par leurs patrons à faire des heures supplémentaires pour la chouannerie moderne ! Parmi eux la dirigeante FO dont nous avons parlé dans le dernier numéro en termes élogieux ! Quel exploit du président ! En voulant réunir tous les Français autour de lui, il réussit à les allier tous contre lui ! Les bonnets rouges ne sont là que pour souligner le culot et l'imagination de la droite à ridiculiser et enterrer sous des tonnes de

choux-fleurs pourris la rose fanée du président.

Or, le ridicule tue. Sarkozy a perdu les élections le jour où il a affirmé sérieusement à la télé qu'il n'était pour rien dans la tentative de son rejeton en panne de diplôme de devenir le banquier du plus riche département de France. Hollande a provoqué le même frisson du mépris public général quand il a proposé à la petite gitane kosovare, expulsée manu militari, de revenir en France sans sa famille. De gauche ou de droite, même les cons n'aiment pas qu'on les prenne pour des cons.

Depuis Louis Blanc jusqu'à François Hollande le socialisme bourgeois a fait un chemin édifiant. Pour réussir à se mettre en un an et demi toutes les classes sociales à dos, il faut être d'une normalité en dehors des normes. Mais la véritable raison de ce tour de force est mille fois plus objective que personnelle. Suite à la crise économique, les tensions sociales entre les classes sont trop tendues pour que la vie politique continue son train-train pacifique. Allendea fait preuve de volonté socialiste sans comparaison avec Hollande il voulait lui aussi instituer la coexistence pacifique entre le capital et le travail, mais la bourgeoisie a rapidement répondu par la grève des camionneurs, prélude au coup d'Etat. François Hollande a déjà les camionneurs comme messagers de la déferlante bourgeoise à venir. Une revendication catégorielle, apparemment légitime ou justifiable du point de vue écologique bourgeois, mise en place par Borloo, se transforme sous nos yeux en insurrection politique de la droite. Avec l'UMP, le FN, et Borloo dans le lot !

Qui se rappelle encore des manifs monstres parties de Versailles, pour que Mitterrand oublie en vingt quatre heures ses deux grandes réformes - « l'argent public pour l'école publique », de même que sa tentative de réduire la part des médecins dans le pillage de la Sécurité sociale. Hollande est en train d'être déboulonné sur des réformettes, dont certaines ne sont même pas les siennes. Il ne pourra plus rien faire, il ne pourra plus rien dire, il ne pourra plus satisfaire personne, mais il pourra par son immobilisme et ses recules servir d'écran pour la reconfiguration d'une droite revancharde et empêcher les travailleurs de se ranger du côté du Front de gauche.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que les social-démocrates font le sale travail pour la bourgeoisie. Le calendrier électoral arrive à point pour donner aux événements futurs une tournure accélérée, voire déchaînée en cascade. Ce monsieur, le président le plus médiocre de toutes les républiques, n'a ni programme, ni volonté, ni courage, ni ambition, ni parti nécessaire pour trancher le nœud. Il sera condamné, il l'est déjà, par l'impossibilité de s'asseoir entre deux chaises ou de rester dans un fauteuil présidentiel douillet alors que les classes sociales en viennent aux mains. La Ve république est faite pour le président bonapartiste, homme de poigne, capable d'arbitrer au-dessus des classes qui s'équilibrent par leur impuissance, et non président de synthèses de chiffons de papier plus ou moins roses des courants socialistes.

La classe ouvrière n'a pas encore dit son mot

Il serait pourtant profondément erroné de conclure que la défaite de la majorité socialiste, y compris aux élections à venir, sera la défaite de la classe ouvrière. La bourgeoisie est encouragée par les concessions incessantes du gouvernement, reflet de sa faiblesse absolue, alors qu'il a la majorité absolue à tous les étages institutionnels. La droite s'orientera de plus en plus vers la violence de rue pour contrebalancer sa faiblesse institutionnelle. La peur et les recules du gouvernement ne font que l'enhardir. Or, comme l'examen attentif des grandes luttes sociales dans l'histoire montre, elle commettra l'erreur de mettre le signe égal entre le pouvoir socialiste et les travailleurs qui ont en majorité voté pour lui. Ainsi c'est elle qui transformera la déception ouvrière en sursaut de classe contre la droite revancharde. Ce que Mélenchon n'arrive pas à faire - à mobiliser les travailleurs par la propagande - la droite le fera mieux et plus vite que lui. En politique, comme en physique, c'est la goutte qui fait déborder le vase. Le gouvernement grec a porté un coup sec aux fascistes

d'Aube dorée justement pour éviter ce débordement. Ce que les paroles humanistes de gauche ne réussirent à faire, les actes de violence de la droite dans la rue le feront : ils mettront le lion gémissant et souffrant en colère rouge. Face à un Kerenski, une sorte de social-démocrate indécis, promettant la paix et continuant la guerre, ce n'est pas la propagande de Lénine mais la réaction de Kornilov qui a ouvert le chemin de la révolution d'Octobre. En août 1917 les bolchéviks ont défendu Kerenski minable contre Kornilov, sans lui accorder la moindre confiance politique. La grève générale en France de 1936 était la réponse aux Croix de feu et autres droites lancées dans la rue pour abattre le parlement, et non l'amour d'une démocratie corrompue, encore moins l'attachement aux radicaux-socialistes discrédités. Le front populaire et ce qui s'en est suivi est un autre chapitre.

Si l'échec certain et proche du régime social-libéral ne sera pas la défaite des travailleurs, elle ne sera pas non plus une victoire. L'ironie de l'histoire qui se répète, ironie amère, c'est que nous serons obligés de défendre encore ces nullités politiques de socialistes contre la réaction de droite, car les travailleurs ne sont pas prêts à s'assumer eux-mêmes, et encore moins à assumer la destinée du pays. Les tiraillements au sein du Front de gauche montrent que l'outil n'est pas encore prêt, loin de là. La classe ouvrière a besoin de comprendre l'enchevêtrement entre les classes et programmes politiques qui leur correspondent très imparfaitement, quand ils existent. Or ce processus moléculaire qui touche des millions de gens n'a rien à avoir avec le processus d'assimilation politique d'un militant ou d'un parti. Il n'y a aucune contradiction à fustiger le socialisme libéral de Hollande et à se mettre de son côté lorsque la réaction lève la tête. Il faut être un sectaire incorrigible pour dire que tous les partis bourgeois - socialistes, conservateurs et fascistes - se valent, car ils défendent tous le régime capitaliste. Les socialistes servent ce régime par leur pusillanimité, mensonges et promesses creuses, les fascistes avec les poings américains, assassins ciblés et la terreur. Qui ne voit pas la différence est un cas sans espoir.

La tentative de la bourgeoisie de reprendre la main en exploitant le mécontentement social, pour réduire le pouvoir socialiste à néant, à savoir en faire son outil exclusif et docile à elle, avec la menace du FN agitée comme chiffon rouge, ne doit pas faire de nous ce que devient le pauvre lapin lorsqu'il est hypnotisé par les feux de voiture en pleine nuit. Cette remarque pertinente provient d'un journaliste lucide qu'on a entendu sur Médiapart l'autre jour. Le Front de gauche n'a ni à assumer, ni à partager le sentiment défaitiste, voire de panique qui envahit les rangs socialistes, élus comme électeurs, et même plus largement à gauche. Toutes les analyses montrent que ce n'est pas le FN qui progresse, mais l'abstention, la déception des travailleurs. Au lieu de s'accrocher à la barque PS en perdition, il y a lieu de proposer une alternative de rechange, et pas seulement électorale. Il faut une analyse de classe claire et de la hardiesse politique. Or, nous n'avons pour l'instant ni l'un, ni l'autre.

Occupation des usines

Mais revenons à la question posée au début de l'article : qu'est-ce que les ouvriers peuvent et doivent faire face au despotisme des licenciements dits économiques ? Nous ne pouvons de loin donner ni conseil, ni consigne politique à quiconque. Mais nous pouvons et devons réfléchir à haute voix : qu'est-ce que nous aurions fait ou proposé dans une situation donnée ?

Les procédures syndicales légales sont dans l'impasse face à des faillites économiques. L'autogestion à la Lip est une illusion de courte durée. Pour tenir un certain temps les ouvriers pouvaient vendre le stock de fameuses montres, on se déplaçait même de Paris pour aller à Besançon. Pour acheter le poulet congelé personne n'ira à Morlaix. Le processus de production et d'échange est devenu d'une complexité extraordinaire, sortant largement du cadre local, régional et même national. (suite page deux)

Révélation historique au service de l'agitation politique

Histoire secrète du patronat. De 1945 à nos jours.
Le vrai visage du capitalisme français. La Découverte, 2010.
719p, 13 €.

Nos camarades de lutte qui s'épuisent à qui trouvera le meilleur « truc » politique pour « pousser » les travailleurs vers la lutte, à qui trouvera la meilleure revendication économique - SMIC à 1500 ou 1700 euros ? Après 35, passer à 32 heures ? - ou programme d'action, brodés de façon savante et méticuleuse sur une dizaine de pages de papier glacé, que l'on reprend à zéro six mois après, car une nouvelle discussion s'engage sur une nouvelle recomposition de la gauche radicale, feraient économie de leur temps et de leur énergie s'ils étudiaient la réalité tout simplement.

Si dans le passé plus ou moins lointain on pouvait en grande partie étudier la réalité économique et sociale d'un pays d'après la lecture systématique de journaux sérieux, aujourd'hui dans la presse il n'y a qu'événementiel ou émotionnel, rien qui permette de comprendre. A part de rares exceptions. De ce point de vue, la presse électronique est encore pire que la presse écrite. Pour comprendre, pour étayer une analyse, il faut des livres et non des périodiques. Heureusement, ces livres existent encore, et *Histoire secrète du patronat* en est un, et des plus riches.

En vérité ce n'est pas l'histoire proprement dite, exigeant un travail colossal sur les faits que le temps seulement laisse sortir de leur cachette, mais une masse de recherches journalistiques de premier ordre et de première main. Sous la direction de Benoit Colombat et David Servenay, l'un journaliste de France Inter et l'autre de Rue 89, l'ancien de RFI, trois collaborateurs - Frédéric Charpier, Martine Orange et Erwan Seznec - font part des meilleurs journalistes d'investigation à l'heure actuelle. On a réuni dans un volume leurs recherches particulières, quelques 90 articles richement fournis, de quoi nourrir *l'Humanité* d'un Jaurès pendant au moins trois mois ! Or c'est de cela que les travailleurs ont besoin : non d'entendre à la longueur de journée et de saisons électorales les sermons et incantations anticapitalistes abstraites, l'enchevêtrement des revendications économiques élaborées par les universitaires de gauche, mais de voir ces capitalistes de près, leurs noms, visages, filiations familiales, cachotteries et aveux de classe, la réalité sociale de leurs entreprises et leurs accointances avec les hommes politiques.

A la fin de ce livre on n'est pas loin de conclure que, trois quarts de siècle après, les « deux cent familles » qui gouvernent la France sont encore, à quelques ajustements près, dus à l'extinction d'une dynastie (Prouvost) ou la montée d'une nouvelle (Bolloré), aux commandes du pays. Les politiques, de gauche ou de droite, ne sont en réalité que leurs pantins interchangeables. La domination de la même classe et des mêmes familles est quasi absolue. Avec une vitalité extraordinaire, car il fallait passer par le Front populaire, le régime de Vichy, le régime du Conseil national de résistance, le bonapartisme gaulliste puis socialiste... tout en maintenant sa propriété et sa puissance intactes, ou même renforcées.

La classe ouvrière, avant tout ses militants politiques et syndicalistes, ont énormément à apprendre à la lecture de ce livre. Le chapitre sur l'industrie pharmaceutique, par exemple, pose la question irrésistible : comment se fait-il que personne n'a jamais mis en avant la nationalisation de cette industrie, qui amasse des fortunes sur le dos des malades, des contribuables et de ses salariés ? Le récent procès de l'UIMM - le patronat de la métallurgie, héritier direct du Comité des forges - où son président Denis Gautier-Sauvagnac a expliqué que 18 millions d'euros d'argent liquide, amenés par valises entières depuis les banques, et distribués entre 2000 et 2007 par enveloppes contenant 200 000€, ont servi « à fluidifier le dialogue social », tout en refusant ouvertement de nommer les bénéficiaires, car ce monsieur ne fait pas de « délation » (quelle expression !). Or cette histoire a ses jalons, décrits dans le livre, depuis plus d'un demi-siècle en arrière. Le 21 octobre le parquet ne demande que deux ans de prison en sursis pour le responsable de cet abus gigantesque des biens sociaux, avec 250 000€ d'amende, remboursés d'avance par l'UIMM. Le prix d'une seule enveloppe !

Quand Lénine disait dans *Que faire ?* que les ouvriers ont absolument besoin de ces révélations politiques pour acquérir leur conscience politique socialiste (on disait social-démocrate à l'époque) et étayer leur agitation politique - tous les mots soulignés sont l'expression propre de Lénine - il ne pensait pas à autre chose qu'à une presse ouvrière qui se fait le relais de ce genre de livres de démystification des rapports entre les classes. Nous reviendrons sur certains chapitres thématiques de cette encyclopédie patronale dans les prochains numéros.

RP

LUTTE DES CLASSES
est consultable depuis son premier numéro sur le site de
WORKERSINTERNATIONAL.ORG
sous rubrique Français

(suite de la première page)

La transformation de l'entreprise en coopérative ouvrière est soumise à un tas de conditions économiques, financières, commerciales et humaines, dont la plus importante est le refus du patron d'abandonner sa propriété industrielle aux ouvriers susceptibles de lui faire concurrence. Que peut-on faire avant que toute la filière ou l'économie sociale puisse être remodelée par un Etat, fût-il capitaliste, sous la pression ou la domination ouvrière ?

Sauver l'unité ouvrière, c'est sauver l'outil de travail. Le manifeste communiste parlait de l'expropriation des expropriateurs il y a un siècle et demi, à l'époque où un certain Proudhon, malgré ses incongruités théoriques, avait la hardiesse de jeter à la figure de la bourgeoisie tout entière, en plein parlement : « La propriété, c'est le vol ! » Le programme communiste, que la Quatrième internationale a assumé et les partis communistes abandonné, parlait du contrôle ouvrier, de l'occupation de l'usine, de l'ouverture des livres de comptes... On sait que le « Ceaucescu breton » Charles Doux a monté tout un empire avec les subventions publiques, empire délocalisé au Brésil, et que les ouvriers bretons smicards sont jetés dans la rue. On ne leur propose même pas d'aller travailler en Roumanie pour 600 euros. La classe ouvrière est volée, le contribuable français est volé. Mais tout est dans la plus parfaite légalité, dira-t-on. On peut changer les lois, il y a mille et une choses à faire. Mélenchon n'arrête pas de faire des suggestions économiquement et financièrement crédibles, mais gouverner c'est faire une politique de classe. Pour ne pas se couper du capital financier le pouvoir « solféroinien » le traite de dangereux « populiste », en le comparant à Marine le Pen, bien qu'il n'est pas loin le jour où ils vont le supplier de les aider « pour barrer la route au FN ». Or, si l'on ne peut pas changer les lois avec la majorité actuelle socialiste écrasante, on le fera quand et avec qui ?

Les ouvriers peuvent et doivent voter pour le Front de gauche, mais comme dit Engels, la classe ouvrière doit « s'aider elle-même » et ne pas attendre « une aide de l'extérieur, d'en haut », fût-ce le meilleur Front de gauche au monde. Les élections municipales ne modifieront en rien la situation dans l'agro-alimentaire. Au lieu d'occuper les carrefours pour attirer l'attention de « l'opinion publique », qui oublie déjà demain ce qu'elle entend aujourd'hui et où chacun a ses propres soucis, au lieu de servir de main d'œuvre subalterne à la FNSEA, qui soutient la classe capitaliste et ses partis, il faut occuper l'usine et dévoiler les secrets du patronat. Pas de recherche de compassion publique ou étatique à l'égard des « souffrants », mais initiative et détermination de classe qui doit devenir maître chez elle, dans ses usines et gagner ainsi le respect et sympathie de toutes les couches travailleuses. Il faut occuper l'usine, ouvrir les livres de comptes et balancer le sacro-saint secret d'entreprise à Médiapart ! Dans les livres secrets du patronat on trouve des choses à peine croyables ! Il faut que le pays entier voie comment la bourgeoisie pille le pays, ses ouvriers et les finances publiques, pour s'en mettre plein les poches et s'expatrier dans les paradis fiscaux. La fraude fiscale, ce n'est pas des exceptions ou une série scandaleuse d'exceptions, mais le mode de gestion financière de la classe au pouvoir. Elle ruine les entreprises productives, hautement outillées, balance les ouvriers dans les bras de l'Etat, tout en déjouant cet Etat de ses recettes financières par « optimisation fiscale » en Suisse et ailleurs. Les Gad, Doux etc. ce n'est pas une affaire étroitement corporative ou purement bretonne, la France en compte par centaines. La classe ouvrière de tout le pays est concernée par la même menace, or elle est la seule classe productive capable de prendre en main la destinée du pays, y compris à aider les petits paysans, commerçants et artisans, voire les petits patrons, étranglés par les banques et leur Etat, si bien servis par les ministres socialistes.

Mais le préfet enverra les CRS pour déloger les occupants, dira-t-on ? Bien sûr, ils suivent les ordres et font leur travail. La classe ouvrière doit faire le sien, rameuter à cette occasion dramatique, où les nerfs sont tendus, toute la famille, mari, femme et enfants, grands-parents et petits enfants, son quartier et sa ville, jeunes et vieux, citadins et villageois, chômeurs et retraités, afin que

tout le monde vienne voir comment on expulse les travailleurs des usines qu'ils ont construites de leurs mains, par la police très républicaine du pouvoir socialiste. Il faut faire sonner le tocsin par les cloches d'église ! Sans rien quémander, il faut lutter, et comme disaient les affiches du Front de gauche, « le pouvoir, il faut le prendre » ! Et ceci sur son terrain de classe avec les méthodes de classe et non par guérilla paysanne interposée. Il n'y a aucun besoin de s'opposer avec la violence aux CRS, dûment formés et armés pour avoir le dessus. L'ouvrier doit montrer qu'il est plus intelligent en politique que le paysan. Chaque usine isolée, face aux CRS, peut et doit s'adresser par ses revendications simples et légitimes au pays entier, avant tout dans sa région, par-dessus les casques de CRS, y compris à travers la presse et la télévision au service de la classe capitaliste. Si les patrons ne sont pas capables de gérer l'entreprise, les ouvriers prendront les affaires en mains ! Mais il faut oser, oser déjà réfléchir d'abord en termes de lutte et non d'indemnités de licenciements !

On peut et doit faire une démonstration de force politique sans forcément transgresser les lois sur l'ordre public. Le paysan n'est pas plus courageux que l'ouvrier, il s'est simplement habitué à l'indulgence de la justice bourgeoise, contrairement au moindre « faux pas » de l'ouvrier et de ses syndicats, dont la colère légitime n'a même pas eu le consentement des députés socialistes. Au lieu de suivre la politique en charrette paysanne, il faut inviter les paysans ruinés à venir avec leurs tracteurs devant l'usine occupée, en solidarité avec les ouvriers, pour faire la démonstration commune de force. Au lieu de respirer le gaz lacrymogène et avoir des mains déchiquetées pour les patrons et spoliateurs de paysans, il faut stimuler un élan véritablement populaire dans le coin. Or, dans cette « construction de rapport de force », les militants véritablement socialistes, quels qu'ils soient, avant tout ceux du Front de gauche, ont un rôle aussi important à jouer que les syndicalistes, sinon plus important. Sinon, à quoi rime cette maxime « L'Humain, d'abord ! » ? Il faut mettre en ordre les actes politiques qui s'enchaînent, et non pas inonder l'espace public de généralités abstraites, auxquelles personne n'est hostile et dont personne ne peut rien faire de bon.

Discuter les élections avec les socialistes dans la lutte et non sur les marchés

En outre, quelle belle occasion pour faire venir tous les élus socialistes, depuis le maire jusqu'au député, et de discuter avec eux de la situation dans le pays et les élections à venir ! N'est-ce pas une discussion mille fois plus vraie, que celle sur les marchés à la veille des élections ? Sur le marché l'ouvrier est un grain de poussière, petit citoyen lambda noyé parmi les petits lambda de toutes les autres classes sociales qui font leurs emplettes. Les socialistes disent ouvertement qu'ils sont électoralistes, pour eux une voix ouvrière est égale à celle de son patron ou contremaître. Ils n'ont pas de préférence de classe, leur commerce politique est le commerce des valeurs d'échange, des valeurs abstraites, celles du citoyen. Ils promettent un peu de tout à tout le monde, et une fois au pouvoir ils feront ce qui est possible dans la conjoncture donnée. Par malheur, la conjoncture n'est jamais bonne, même lorsqu'on a partout les majorités absolues. Les socialistes feront de bonnes choses lorsque la « main invisible » du marché capitaliste aura provoqué la « croissance » et produit le bonheur sur la terre. Etc.etc.

Devant ou dans son usine l'ouvrier est chez lui. N'est ce pas le seul endroit propice pour faire le tri entre les vrais et faux socialistes ? Les faux éviteront déjà de se rendre devant les ouvriers en général, et devant ceux en colère en particulier. Soit par mépris, soit par crainte. C'est là qu'il faut les obliger de s'engager par écrit, publiquement, sur un certain nombre de revendications ouvrières, au lieu de subir cinq mois après le chantage du « vote utile ». Il faut les faire venir ces messieurs et dames, il faut leur offrir la tribune, il faut qu'ils se prononcent ! Il faut proposer les résolutions de soutien et les soumettre au vote. Même s'ils ne peuvent pas faire concrètement grand-chose, les élus et candidats socialistes doivent se prononcer. Ceux qui soutiennent les travailleurs seront applaudis, ceux qui se dérobent seront sifflés.

Or, ils ont les moyens, les uns comme les autres, à tous les niveaux, pour transmettre l'exigence légitime des travailleurs jusqu'à leur chef. Et les socialistes prêts à assumer la cause des travailleurs, il n'y a aucune raison à ne pas s'engager à voter pour eux, ni même à les mettre en tête de liste. En commerçants politiques professionnels ils aiment bien parler du contrat avec les électeurs. Soit, mais un contrat c'est sérieux, concret, stipulé noir sur blanc et cosigné. C'est cela la démocratie ! On discute et on s'engage sur un contenu, non sur une étiquette. Ceux qui de façon opportuniste se cachent, s'absentent, se taisent lorsqu'il y a une lutte grave pour la survie des travailleurs, viendront à coup sûr quémander les voix sur les marchés dans quelques mois. Mais s'ils aimeraient bien se faire oublier aux moments de lutte, les ouvriers ne peuvent pas se permettre le luxe de les oublier. Il faut les interpeller, sortir de leurs bureaux, faire la démonstration publique pour tous, y compris pour eux-mêmes, de la valeur d'usage de leur étiquette socialiste. En dehors de cette interpellation directe et concrète, on tourne dans le cercle vicieux des promesses vagues non tenues, débouchant sur la déception et l'abstention, quand ce n'est pas le rejet de la politique en général.

MELENCHON a raison d'appeler le peuple à s'éduquer. Mais les ouvriers doivent commencer leur éducation par éduquer leurs propres élus à assumer un contrat politique concret, honnête et dûment enregistré. Les militants communistes, écœurés par les manœuvres électorales successives du PS, où leur parti a chaque fois laissé les plumes dans le « vote sans condition », ont raison de se révolter contre ce marché des dupes. Au delà du PCF, c'est la classe ouvrière toute entière qui a été dupée par ce marché.

« Construire le rapport de force »

Il n'y a pas d'autre manière pour faire le tri entre les socialistes de conviction et socialistes de robe, entre ceux attachés au bien public, celui des classes laborieuses, et ceux attachés à la démocratie capitaliste où leur carrière lucrative peut s'épanouir. Ce n'est pas la victoire électorale, plus ou moins probable, souhaitable ou lointaine de tel ou tel courant ou bloc de gauche qui sera décisive mais, comme disent nos camarades syndicalistes, la « construction du rapport de force ». Cela ne veut pas dire que les élections sont sans importance, on en parlera une autre fois. Or ce rapport de force, ce n'est pas seulement, ni uniquement, ni même pas prioritairement avec le patron – il a déjà décidé de bazarder tout ! – mais avec toutes les couches sociales environnantes, avec la ville, avec l'Etat, avec les paysans devenus alliés, voir les commerçants et petits patrons du coin.

Avant tout entre les différentes composantes syndicales. La situation syndicale, en termes d'adhérents et de capacité de mobilisation est désastreuse. La CFDT signe au plan national des lois ouvertement anti ouvrières. Sur le plan local elle marche souvent coude à coude avec la CGT, mais c'est FO qui joue la carte du patron de la façon la plus abjecte, comme chez Peugeot pendant des dizaines d'années. Quant aux syndicats à la solde du patronat, vau mieux ne pas en parler. Les militants les plus combattifs sont à la base, mais cette base se rétrécit tous les jours. Or, dans la classe ouvrière, chez les militants politiques et syndicaux il y a une omerta largement partagée sur notre malheur syndical. Si l'on veut faire le moindre pas vers la « construction du rapport de forces » nécessaire, il faut poser sans ambages la question vitale de l'unité d'action ou de refondation syndicale. Sans un degré minimum d'unité syndicale il est inutile de parler de luttes. Sans syndicalisme de lutte le « syndicalisme de partenariat » ne donnera ni salaire, ni conditions de travail, même pas les indemnités de licenciement.

Et ce n'est pas l'affaire exclusive des syndicalistes, ni de quelques centaines de salariés « souffrants », elle est hautement politique. Pour avoir son mot à dire dans la société où elle est à la base de production de toute la richesse, la classe ouvrière doit exister en tant que classe, ce qui commence par se doter d'un syndicat de masse, uni et démocratique. Sans ce sursaut c'est la débandade générale qui menace, et sur une débandade on ne construira aucune alternative politique crédible ni viable. L'affaire n'est plus l'affaire de telle ou telle usine ou branche industrielle condamnée par la concurrence, mais l'affaire d'une classe toute entière que le capitalisme débridé condamne à la disparition. Il faut commencer par sortir mentalement de sa prison idéologique et revenir aux fondamentaux. CLASSE CONTRE CLASSE !

Radoslav PAVLOVIC

Solidarité avec les ouvrières de Bangladesh**Soutien à l'initiative de l'Europe Solidaire de Pierre Rousset**

Dès que l'immeuble de Rana Plaza s'est écroulé sur plus de mille deux cents jeunes ouvrières bengali, Pierre Rousset, l'animateur du site Europe Solidaire Sans Frontière et spécialiste du mouvement ouvrier asiatique a lancé le fond de solidarité avec les victimes (29 avril). Nous avons appris l'existence de cette initiative internationaliste hautement louable seulement lorsqu'un rapport de remerciement d'Alam Badrul, de l'association paysanne proche des ouvriers du textile originaires des mêmes villages, a été publié sur le même site le 28 septembre : cinq mille euros sont collectés ! Notre modeste journal y contribue avec ses très modestes 50 euros. Nous n'en tirons aucun mérite particulier, mais voulons profiter de l'occasion pour appeler les organisations ouvrières européennes – très riches en comparaison avec celles des pays asiatiques, même quand elles sont pauvres – à soutenir nos sœurs et frères asiatiques à se doter de l'outil syndical et politique en vue de se libérer du joug impérialiste, incarné par nos entreprises rapaces et gouvernements égoïstes. Un euro en France en vaut trente au Bangladesh !

Un message de Giorgos Mitralias**INITIATIVE ANTIFASCISTE EUROPEENNE**

CherEs camarades,

Comme prévu, la conférence de presse de lancement du Comité grec de l'initiative antifasciste européenne s'est tenue Jeudi 10 Octobre à la salle des conférences du Syndicat de Journalistes grecs (ESHEA) au centre d'Athènes. Après la présentation de l'initiative par Yorgos Mitralias, ont pris successivement la parole, expliquant leur adhésion au Manifeste Antifasciste Européen, le documentariste Aris Hatzistefanou, la vice-présidente de Unicef-Hellas Sofia Tzitzikou, le Secrétaire du CC de Syriza Dimitris Vitsas, le Secrétaire du EEK (extreme gauche) Savvas Michail, le professeur de Droit International Yorgos Katrougalos et le député de Syriza Dimitris Tsoukalas. La séance était présidée par le journaliste Moisis Litsis.

Parmi les personnalités venues exprimer leur soutien on remarquait des députés de Syriza dont Sofia Sakorafa et le héros de la résistance antifasciste Manolis Glezos, l'ex président du Syndicat des Journalistes Dimitris Trimis, le président d'Unicef-Hellas Lambros Kanellopoulos, des membres du BP et autres dirigeants de Syriza, le président de la Confédération Générale des Artisans et Commerçants grecs, des dirigeants du mouvement écologique, des professeurs d'université, des vétérans de la résistance antifasciste ainsi que le président de l'Association des Descendants des Victimes de l'Holocauste Marios Soussis. Est aussi intervenu le dirigeant du mouvement antiraciste et antifasciste Kerfaa Petros Konstantinou.

Des messages de soutien ont envoyé plusieurs personnalités du monde de la culture dont le vieux poète Nanos Valaoritis et le compositeur Thanos Mikroutsikos. Deux des messages venaient de l'étranger. Le premier était signé par le Guinéen et victime des troupes d'assaut de l'Aube Dorée Mamadou Ba qui se trouve désormais en Belgique, et le deuxième venait de la Sloève Ivica Znidarsic, Présidente du « Comité International de Déportés et Exilés Victimes du Fascisme et du Nazisme 1920-1945 » qui regroupe des organisations russes, ukrainiennes, biélorusses, polonaises, serbes, croates, slovènes, slovaques, estoniennes et tchèques. www.antifascismeuropa-ellada.gr

Biens mal acquis:**A Paris, le shopping de la corruption du clan Sassou Nguesso**

2,5 millions d'euros de montres et de bijoux, 1,6 million d'euros de costumes, 250 000 euros de chemises... Les policiers en charge de l'affaire dite des « Biens mal acquis » sont parvenus à établir dans le détail les indécentes dépenses « shopping » du président du Congo-Brazzaville et de sa famille à Paris. L'argent provenait essentiellement des caisses de l'Etat congolais, via un circuit de sociétés offshore mis au jour par les enquêteurs.

C'est une promenade policière dans le Paris du luxe qui donne la nausée. Les enquêteurs de l'Office central pour la répression de la grande délinquance financière, en charge des différents volets de l'affaire dite des « Biens mal acquis », sont parvenus à établir dans le détail les indécentes dépenses « shopping » du président du Congo-Brazzaville, Denis Sassou Nguesso, et de sa famille.

Ce sont au minimum 7,7 millions d'euros à l'origine douteuse qui ont ainsi été dilapidés en quatre ans dans les plus beaux magasins de la capitale en futilités diverses, montres, bijoux, chemises, costumes et autres, d'après un décompte effectué par Mediapart à partir de dizaines de procès-verbaux de police.

Alors que le pays qu'ils dirigent d'une main de fer sans discontinuer depuis 1997 fait partie des « pays pauvres très endettés » (PPTÉ) référencés par la Banque mondiale ; que près de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté ; que l'accès à l'eau potable ou à l'électricité demeure encore difficile ; que le taux de chômage national dépasse les 30 % ; qu'un quart des enfants congolais de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique, le président et les siens dépensent régulièrement sans compter à 6 000 kilomètres de la misère.

De fait, le pays vit sur une confortable rente pétrolière, mais sa population n'en voit que très rarement la couleur. Le groupe français Total, installé depuis la fin des années 1960 au Congo, assure à lui seul près de 60 % de la production nationale. L'autocrate francophile Denis Sassou Nguesso entretient de son côté depuis longtemps de solides amitiés avec la classe dirigeante française, comme en témoignent les récentes et chaleureuses rencontres avec les UMP Jean-François Copé et Rachida Dati (*voir ici*) ou la proximité affichée avec le banquier d'affaires Matthieu Pigasse, proche du parti socialiste, et co-propriétaire du journal *Le Monde*. **Fabrice Arfi, Mediapart, 11 octobre 2013**